COMMANDE PUBLIQUE
Autres types de contrat

Envoyé en préfecture le 25/02/2026
Reçu en préfecture le 25/02/2026
Publié le
ID : 035-213501265-20260223-CNE26_027-DE

GUICHEN PONTRÉAN

DÉCISION n° 26-027 du 23/02/2026

portant passation d'un avenant n°1 au contrat de maintenance des systèmes de détection et d'intrusion pour les bâtiments de la commune de Guichen

Le Maire de GUICHEN,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 20-155 en date du 2 juin 2020, modifiée par la délibération n° 20-332 en date du 8 décembre 2020, portant délégation au Maire ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier au 1er, 2ème, 3ème ou 4ème Adjoint, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 4, notamment de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à 214 000 € HT, ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant total initial supérieur à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Vu la décision n°24-207 portant passation d'un contrat de maintenance des systèmes de détection et d'intrusion pour les bâtiments de la commune de Guichen,

Considérant la nécessité de supprimer la maintenance de l'alarme anti-intrusion catégorie 3 de la salle Alain Colas,

DÉCIDE

Article premier : Il est passé un avenant n°1 au contrat de maintenance des systèmes de détection et d'intrusion pour les bâtiments de la commune de Guichen, avec l'entreprise HATTAIS, afin de supprimer la maintenance de l'alarme anti-intrusion de la salle Alain Colas, soit une moins-value annuelle de 568,80 € HT. Le nouveau coût annuel du contrat s'élève à 3 832,20 € HT.

Article 2 : Le présent avenant sera signé par mes soins.

Article 3 : La présente décision sera retranscrite sur le registre des délibérations du Conseil municipal.

Le Maire,

MAIRIE DE GUICHEN ILLE-ET-VILAINE

Dominique DELAMARRE

Envoyé en préfecture le 25/02/2026
Reçu en préfecture le 25/02/2026
Publié le
ID : 035-213501265-20260223-CNE26_027-DE

CET ACTE PEUT ÊTRE CONTESTÉ	
Les voies de recours	Les délais
Devant le Maire *. Le recours gracieux*	Si le *recours gracieux* est présenté dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte, le demandeur dispose, à partir du refus, express ou tacite, d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux devant le Tribunal Administratif.
Devant le Tribunal Administratif *. Le recours contentieux*	Le *recours contentieux* doit être présenté dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte par voie postale ou par l'application Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr .